EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU BUREAU DE LA MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE

Séance du jeudi 15 décembre 2022

Madame Martine VASSAL, Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, a ouvert la séance à laquelle ont été présents 34 membres.

Étaient présents Mesdames et Messieurs :

Martial ALVAREZ - Christian AMIRATY - Philippe ARDHUIN - François BERNARDINI - Gérard BRAMOULLE - Christian BURLE - Emmanuelle CHARAFE - Gaby CHARROUX - Georges CRISTIANI - Daniel GAGNON - David GALTIER - Gerard GAZAY - Philippe GINOUX - Jean-Pierre GIORGI - Jean-Pascal GOURNES - Nicolas ISNARD - Didier KHELFA - Arnaud MERCIER - Danielle MILON - Véronique MIQUELLY - Pascal MONTECOT - Roland MOUREN - Didier PARAKIAN - Serge PEROTTINO - Catherine PILA - Henri PONS - Didier REAULT - Georges ROSSO - Michel ROUX - Laurent SIMON - Martine VASSAL - Yves VIDAL - Frédéric VIGOUROUX - David YTIER.

Étaient absents et représentés Mesdames et Messieurs :

Amapola VENTRON représentée par Christian AMIRATY - Olivier FREGEAC représenté par Arnaud MERCIER - Roland GIBERTI représenté par Laurent SIMON.

Étaient absents et excusés Mesdames et Messieurs :

Éric LE DISSES.

Madame la Présidente a proposé au Bureau de la Métropole d'accepter les conclusions exposées ci-après et de les convertir en délibération.

URBA-020-12858/22/BM

■ Approbation de l'avenant n°2 à la convention de partenariat "Envie de Ville pour réinvestir les centres urbains de la Métropole Aix-Marseille-Provence" 37540

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Parmi les métropoles françaises, le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence se distingue notamment par son polycentrisme et par sa centaine de centres urbains. Ces derniers constituent un patrimoine urbain à forte valeur d'identité et d'attractivité. Cependant, bon nombre d'entre eux n'offrent plus le cadre de vie, les habitations, l'offre commerciale, les facilités de déplacements, les emplois et les services susceptibles de rayonner et de recentrer le développement métropolitain dans les cœurs de ville. Ces difficultés peuvent entraîner, dans certains cas, vacance et dégradation du bâti, paupérisation et dualisation entre les centres et les périphéries urbaines.

Face à ce constat, la Métropole Aix-Marseille-Provence a souhaité, avec d'autres partenaires, s'engager dans la mise en place d'un dispositif d'accompagnement de redynamisation des centres urbains de la Métropole.

A ce titre, une convention de partenariat, intitulée « Envie de Ville pour réinvestir les centres urbains de la Métropole Aix-Marseille-Provence », a été conclue.

Les partenaires engagés aujourd'hui aux côtés de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans cette démarche sont :

- Le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône,
- La Région Provence-Alpes-Côte d'Azur,
- L'Etablissement Public Foncier de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur,
- La Direction Régionale Provence-Alpes-Côte d'Azur de la Banque des Territoires,
- La Chambre de Commerce et d'Industrie de Région Provence-Alpes-Côte d'Azur,
- La Chambre de métiers et de l'artisanat de région Provence-Alpes-Côte d'Azur,
- Le Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement des Bouches-du-Rhône,
- L'Agence d'Urbanisme de L'Agglomération Marseillaise (AGAM),
- L'Agence d'Urbanisme du Pays d'Aix - Durance, nommée (AUPA),
- Le Comité régional Action Logement Provence-Alpes-Côte d'Azur-Corse.

Le dispositif partenarial « Envie de Ville » va permettre au porteur de projet de disposer d'un guichet unique de coordination et d'orientation de l'Action publique pour accompagner les projets répondant aux enjeux de la redynamisation des centres urbains de la Métropole.

Ouvert à toutes les Communes, la plus-value d'Envie de Ville est la capacité à faire travailler ensemble les partenaires et donner du sens et de la cohérence à l'action des parties prenantes.

« Envie de ville » s'appuie sur la multiplicité des compétences et des métiers des 11 partenaires sur la base de modalités construites pendant la phase de préfiguration et sur les principes suivants :

- Dispositif ouvert
- Pas de sélection préalable des Communes sur des critères de taille, de situation géographique et urbaine ou de typologie,
- Traitement des projets à la carte,
- Sélection des projets sur des critères qualitatifs
- Pas de budget spécifique mais le droit commun des partenaires et sa mutualisation

Les projets accompagnés par « Envie de Ville » devront répondre aux trois grands enjeux (qui sont déclinés en 12 thématiques) suivants :

- un centre-ville qui répond aux besoins des usagers.
- un centre-ville apaisé et attractif

- un centre-Ville résilient face aux enjeux environnementaux

La Métropole Aix-Marseille-Provence, sous l'égide du Vice-Président en charge de l'Aménagement, a été désignée par les partenaires comme « coordinatrice » du dispositif.

L'objet de l'Avenant 2 à la Convention « Envie de Ville » pour réinvestir les centres urbains de la Métropole Aix-Marseille-Provence » est de proroger la durée opérationnelle de ce partenariat.

En effet, conformément à l'Article 7 de la Convention initiale, le dispositif a une durée de validité de 3 ans.

La convention a été notifiée le 27 novembre 2020, elle expire donc le 27 novembre 2023. La mise en œuvre opérationnelle du dispositif a été actée lors du COPIL du 20 septembre 2022 par le biais d'une phase d'expérimentation de 12 mois, qui consiste à accompagner 12 communes sélectionnées par les partenaires. Pendant cette période, l'équipe d'animation intégrera les demandes et sollicitations potentielles des autres communes de la Métropole afin de mettre en place un planning d'accompagnement pour les exercices suivants.

Les partenaires ont donc souhaité prolonger ce dispositif au-delà du 27 novembre 2023. Aussi, et afin de permettre une action à plus long terme, les partenaires ont souhaité proroger ce dispositif pour une durée de 3 ans c'est-à-dire jusqu'au 27 novembre 2026.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil de la Métropole n° HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° DEVT 001-4787/18/BM du Bureau de la Métropole du 13 décembre 2018 portant approbation d'une convention de partenariat « Envie de Ville » pour réinvestir les centres urbains de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° DEVT 023-7481/19/BM du Bureau de la Métropole du 19 décembre 2019 portant approbation d'un Avenant 1 à la convention de partenariat « Envie de Ville » pour réinvestir les centres urbains de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière d'aménagement de l'espace métropolitain, en matière de politique locale de l'habitat, en matière de politique de la ville, en matière de gestion des services d'intérêt collectif, en matière de protection et mise en valeur de l'environnement et de politique du cadre de vie, en matière de développement et aménagement économique, social et culturel ;

- Que la redynamisation des centres urbains de la Métropole est un enjeu majeur d'équilibre territorial.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant 2 à la convention de partenariat « Envie de Ville pour réinvestir les centres urbains de la Métropole Aix-Marseille-Provence » ci-annexée.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée

Certifié Conforme,
Le Vice-Président Délégué,
Commande publique,
Aménagement, SCOT - planification (PLUi)
Suivi de la loi 3 DS

Pascal MONTECOT